

## L'IMPACT TERRITORIAL DES ACTIVITÉS DE DÉFENSE L'EXEMPLE DES PERSONNELS MILITAIRES

Par **Mahmoud Jlassi** et **Yves Jacquin**, chargés d'études statistiques (OED)

La fin de la Guerre froide a entraîné une importante refonte de l'outil de Défense. A la fermeture et à la relocalisation d'unités du début des années 1990 (Plan Armées 2000) a succédé la professionnalisation des forces, décidée en 1996. Les armées françaises sont entièrement professionnalisées depuis 2002. Les rémunérations représentent en 2003 14 milliards d'euros annuels, versés à près de 430 000 militaires et civils<sup>1</sup>, sommes qui participent à l'activité économique nationale et au développement économique des régions d'implantation. L'étude et les cartes présentées ci-après concernent un peu plus de 310 000 militaires présents sur le territoire métropolitain<sup>2</sup>. Ces derniers représentent 1,3% de la population active occupée en 2003. Les différences régionales mettent en évidence des situations contrastées dans les relations entre la Défense et les économies régionales en termes d'emplois et de ressources.

En nombre absolu de personnels militaires, les principales régions sont l'Île-de-France (46 000) suivie de Provence-Alpes-Côte d'Azur (45 000), de la Bretagne (27 000) et de la Lorraine (24 000). Rapportée à la population active, la contribution des armées à l'emploi régional fait apparaître une géographie différente. L'Île-de-France connaît une situation spéciale : elle est une région importante pour la Défense, mais cette dernière ne représente pas une fraction déterminante de son activité. A l'inverse, la Corse est la région où l'emploi militaire contribue le plus à l'emploi total (3,2 %), alors qu'elle se classe dernière en termes d'effectifs militaires (3 100 hommes).

Les recrutements concernent essentiellement les quatre régions qui regroupent les plus forts contingents mais également la région Poitou-Charente où les nouvelles recrues représentent

34% de l'effectif militaire. Cette région est en effet spécialisée dans la formation initiale des militaires du fait de la présence sur son territoire de plusieurs écoles. Du point de vue des rémunérations, si l'Île-de-France est en tête en terme de masse de revenus, c'est en Corse et en Lorraine que la part des revenus imposables des militaires dans le PIB régional est la plus importante.

### MÉTHODOLOGIE :

#### *Le Recensement des agents de l'Etat*

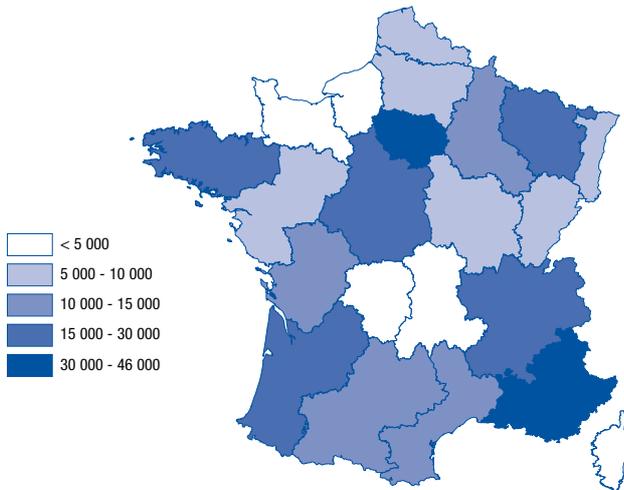
Dans le cadre du système d'information sur les agents des services publics coordonné par l'INSEE, l'OED élabore annuellement un recensement exhaustif des agents civils et militaires du ministère de la Défense à partir des fichiers individuels de paye, et saisit ainsi certaines caractéristiques importantes de cette population (âge, sexe, statut familial, grade, rémunérations diverses, arme ou service, zone géographique, etc.). Ces données, collectées au niveau le plus fin, font l'objet d'exploitations et d'analyses (flux d'entrées-sorties, calculs de GVT) et d'une diffusion partielle des données agrégées, outre à l'INSEE, vers les services fournisseurs ainsi que la Direction des affaires financières. Celles-ci sont également reprises dans l'*Annuaire statistique de la Défense*.

<sup>1</sup> Il s'agit ici d'effectifs annuels moyens réalisés en 2003, qui se décomposent en 347 000 militaires et 81 000 civils.

<sup>2</sup> Les effectifs militaires étudiés ici ont été estimés à partir du recensement des agents de la Défense réalisé à l'OED (soit 313 000). N'y figurent pas quelques affectations spéciales de personnels telles que la DGSE, et les effectifs des DOM-TOM ou affectés à l'étranger ont été retirés pour les besoins de l'étude.

## LES PERSONNELS MILITAIRES SUR LE TERRITOIRE FRANÇAIS

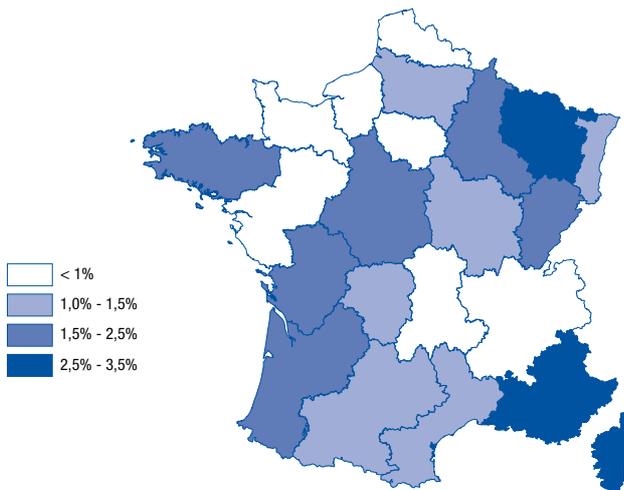
### Effectifs militaires moyens en 2003



Effectifs militaires totaux (France métropolitaine) : 312 643

Données 2003 • Source : ministère de la Défense / secrétariat général pour l'administration / observatoire économique de la Défense, recensement des agents de l'Etat

### Poids des effectifs militaires moyens dans la population active occupée en 2003



Moyenne nationale : 1,3% (France métropolitaine)

Données 2003 • Source : ministère de la Défense / secrétariat général pour l'administration / observatoire économique de la Défense, recensement des agents de l'Etat, et ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité / direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques

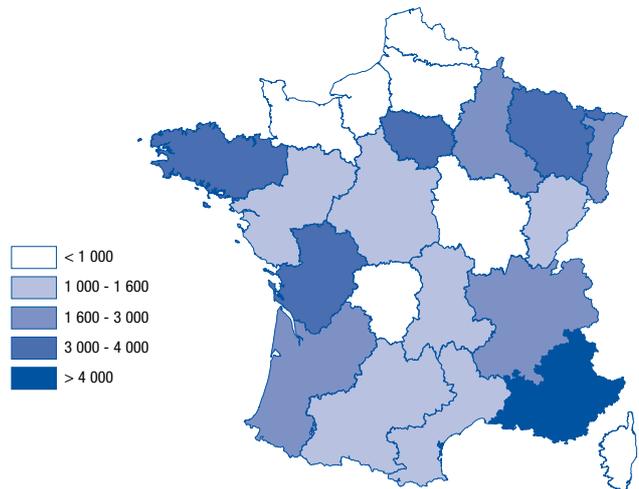
Les disparités régionales dans les effectifs militaires apparaissent très importantes, que ce soit en part de la population active occupée ou en termes absolus. L'histoire et les contraintes géographiques expliquent une part de ces différences. En

moyenne nationale, les militaires représentent 13,0‰ de la population active occupée en 2003.

Seules deux régions rassemblent plus de 30 000 militaires sur leur sol, l'Île-de-France et Provence-Alpes Côtés d'Azur (PACA). La région PACA est, avec la Corse et la Lorraine, l'une des régions où les militaires représentent une part importante de la population active, au contraire de la région parisienne. Il faut également noter que les régions les moins représentées, en termes absolus et relatifs sont l'Auvergne et les deux régions normandes.

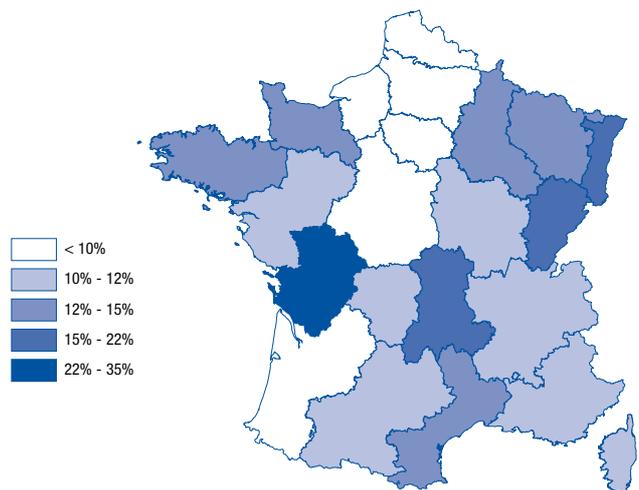
## LES RECRUTEMENTS DE PERSONNELS MILITAIRES SUR LE TERRITOIRE FRANÇAIS

### Flux de militaires entrant en 2003



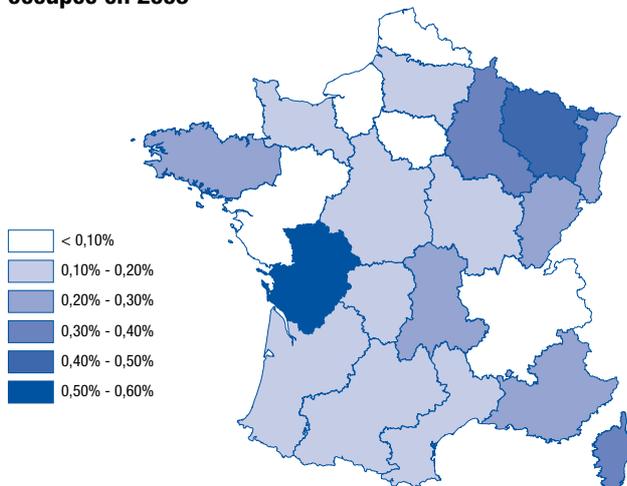
Flux total de militaires entrants (France métropolitaine) : 36 712

### Poids des flux de militaires entrant dans les effectifs militaires moyens en 2003



Moyenne nationale : 11,7% (France métropolitaine)

## Poids des flux de militaires entrant dans la population active occupée en 2003



Moyenne nationale : 0,15% (France métropolitaine)

**Données 2003** • Source : Recensement des agents de l'Etat, Ministère de la défense / Secrétariat Général pour l'Administration / Observatoire économique de la Défense, et Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité / Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques

Du fait du poids des jeunes dans son recrutement - particulièrement pour les engagés volontaires - et de la durée réduite des carrières militaires, le ministère de la Défense doit recruter chaque année entre 30 000 et 40 000 nouveaux personnels militaires toutes armées et tous niveaux confondus.

La répartition spatiale des entrées dans l'armée peut s'expliquer en partie par la localisation des écoles. En général, ces entrées ont lieu dans les régions où les militaires sont déjà comparativement nombreux. Un grand nombre d'entrants est observé en Ile-de-France, PACA, Bretagne et Lorraine, mais la part de ces entrants dans l'effectif de chaque région est faible. Le cas de Poitou-Charente est atypique car les nouveaux entrants représentent 34% de la population militaire régionale, grâce aux différentes écoles réparties sur son territoire.

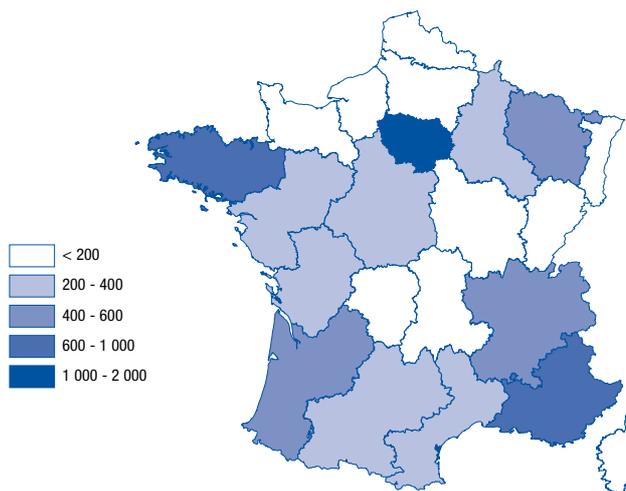
## LES REVENUS IMPOSABLES DES MILITAIRES SUR LE TERRITOIRE FRANÇAIS

Les montants cumulés des revenus imposables des militaires suivent la répartition générale des effectifs avec l'Ile-de-France, PACA et la Bretagne en tête. Toutefois, l'avance de la région Ile-de-France est plus marquée, à cause de la concentration des Etats-Majors dans la capitale. En part relative du PIB régional, les revenus des militaires apparaissent plus importants en Bretagne et PACA, mais aussi en Corse, Lorraine, et Champagne-Ardenne. L'Ile-de-France apparaît en retrait car son

niveau de PIB régional est sans commune mesure avec les autres régions. La Corse détient le ratio le plus élevé avec près de 15‰.

Si l'on soustrait les impôts, l'épargne ainsi que les dépenses hors zones (assurances santé, tourisme) aux revenus imposables, l'analyse porte alors sur les dépenses locales des militaires. Le classement géographique obtenu pour cette grandeur rapportée aux PIB régionaux est identique au précédent. Il est vrai que parmi les trois éléments retirés aux revenus imposables, seuls les montants d'épargne sont déterminés à partir de taux régionaux<sup>3</sup>, les autres taux utilisés étant des taux nationaux.

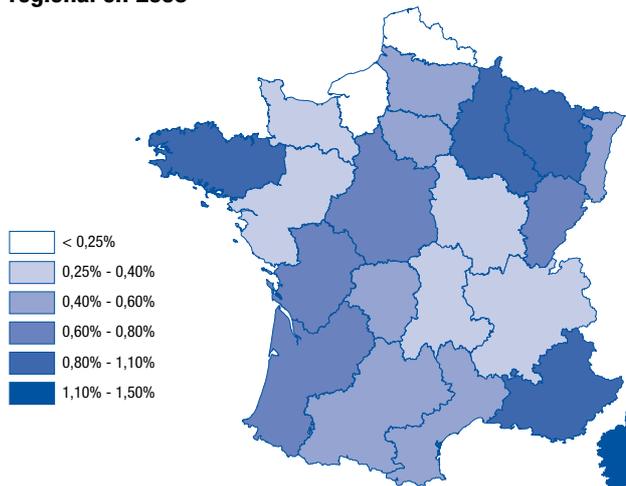
## Masse des revenus imposables des militaires (en M€) en 2003



Masse totale des revenus (France métropolitaine) : 7 772 M€

**Données 2003** • Source : Recensement des agents de l'Etat, Ministère de la défense / Secrétariat Général pour l'Administration / Observatoire économique de la Défense

## Poids des revenus imposables des militaires dans le PIB régional en 2003



Moyenne nationale : 0,52% (France métropolitaine)

Source : Recensement des agents de l'Etat, Ministère de la défense / Secrétariat Général pour l'Administration / Observatoire économique de la Défense, et INSEE

<sup>3</sup> Le calcul des taux d'épargne régionaux fait intervenir les tranches d'âge ainsi que la situation de famille des militaires.

## L'observatoire économique de la défense diffuse Ecodef par messagerie électronique (format pdf).

Si vous êtes intéressés par cette formule, veuillez adresser votre E-mail à :  
oed@sga.defense.gouv.fr

### Les personnels militaires sur le territoire français - Données 2003

	Population active occupée	Effectifs militaires*	Flux de militaires entrants	Effectifs militaires / population active occupée (en %)	Flux de militaires entrants / effectifs militaires	Flux de militaires entrants / population active occupée (en %)
Ile-de-France	5 360 636	45 857	3 393	8,6	7,4%	0,6
Champagne-Ardenne	527 578	12 805	1 801	24,3	14,1%	3,4
Picardie	664 080	8 939	781	13,5	8,7%	1,2
Haute-Normandie	693 058	3 442	173	5,0	5,0%	0,2
Centre	975 462	17 226	1 257	17,7	7,3%	1,3
Basse-Normandie	559 429	4 330	594	7,7	13,7%	1,1
Bourgogne	638 725	6 488	690	10,2	10,6%	1,1
Nord-Pas de Calais	1 429 591	7 114	535	5,0	7,5%	0,4
Lorraine	841 849	23 963	3 403	28,5	14,2%	4,0
Alsace	717 948	9 213	1 616	12,8	17,5%	2,3
Franche-Comté	449 462	7 861	1 304	17,5	16,6%	2,9
Pays de la Loire	1 364 401	9 846	1 059	7,2	10,8%	0,8
Bretagne	1 188 719	28 826	3 402	22,6	12,7%	2,9
Poitou-Charentes	645 686	11 086	3 779	17,2	34,1%	5,9
Aquitaine	1 162 751	19 049	1 621	16,4	8,5%	1,4
Midi-Pyrénées	1 046 670	13 091	1 458	12,5	11,1%	1,4
Limousin	282 117	3 343	356	11,9	10,6%	1,3
Rhône-Alpes	2 388 118	18 891	2 214	7,9	11,7%	0,9
Auvergne	519 226	4 904	1 069	9,4	21,8%	2,1
Languedoc-Roussillon	823 115	10 421	1 273	12,7	12,2%	1,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 736 282	44 852	4 604	25,8	10,3%	2,7
Corse	96 431	3 096	330	32,1	10,7%	3,4
<b>France métropolitaine</b>	<b>24 111 334</b>	<b>312 643</b>	<b>36 712</b>	<b>13,0</b>	<b>11,7%</b>	<b>1,5</b>

\* Moyenne annuelle • Sources : Recensement des agents de l'Etat, Ministère de la défense/SGA/DAF/OED et Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité / DARES

### Les revenus imposables des militaires par région en 2003

	Revenus imposables des militaires (en M€)	Effectifs militaires*	PIB régionaux 2002 (en M€)	PIB régionaux (en M€)	Revenus imposables / PIB régionaux (en %)	impacts économiques bruts en M€	Impacts économiques / PIB régionaux (en %)
Ile-de-France	1 894	45 857	430 183	440 719	4,4	1 220	2,8
Champagne-Ardenne	258	12 805	30 839	31 594	8,4	172	5,4
Picardie	193	8 939	37 482	38 400	5,2	128	3,3
Haute-Normandie	80	3 442	41 479	42 495	1,9	52	1,2
Centre	378	17 226	54 965	56 311	6,9	247	4,4
Basse-Normandie	101	4 330	29 666	30 393	3,4	66	2,2
Bourgogne	144	6 488	36 418	37 310	4,0	94	2,5
Nord-Pas de Calais	163	7 114	79 931	81 889	2,0	106	1,3
Lorraine	498	23 963	47 071	48 224	10,6	331	6,9
Alsace	191	9 213	44 268	45 352	4,3	127	2,8
Franche-Comté	164	7 861	24 727	25 333	6,6	109	4,3
Pays de la Loire	218	9 846	73 715	75 520	3,0	143	1,9
Bretagne	613	28 826	63 485	65 040	9,7	406	6,2
Poitou-Charentes	227	11 086	33 887	34 717	6,7	153	4,4
Aquitaine	441	19 049	66 717	68 351	6,6	286	4,2
Midi-Pyrénées	317	13 091	57 577	58 987	5,5	208	3,5
Limousin	76	3 343	14 659	15 018	5,2	50	3,3
Rhône-Alpes	416	18 891	145 427	148 989	2,9	275	1,8
Auvergne	108	4 904	27 586	28 262	3,9	71	2,5
Languedoc-Roussillon	239	10 421	46 121	47 251	5,2	156	3,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	980	44 852	105 826	108 418	9,3	650	6,0
Corse	74	3 096	5 052	5 176	14,7	49	9,4
<b>France métropolitaine</b>	<b>7 772</b>	<b>312 643</b>	<b>1 497 081</b>	<b>1 533 748</b>	<b>5,2</b>	<b>5 109</b>	<b>3,3</b>

\* Moyenne annuelle • Sources : Recensement des agents de l'Etat, Ministère de la défense/SGA/DAF/OED et INSEE

É C O D E F

Observatoire Économique de la Défense (SGA/DAF/OED)  
14, rue Saint Dominique • 00450 Armées

Pour vous abonner :  
Fax : 01 42 19 45 43 - Email : oed@sga.defense.gouv.fr  
Rédacteur en chef : Cyr-Denis Nidier

ISSN 1293-4348 • Impression : SMG/Impressions • Tél : 01 42 19 40 91  
Conception et réalisation graphique : Pascal Ilic SGA/com 2004